

Des chiffres de l'économie monde

Introduction

1 La difficulté des comparaisons internationales

- * Le problème des pouvoirs d'achat

- * L'incertitude des PIB

- * La fuite des revenus

2 Des pays vraiment émergents ?

3 Un monde d'inégalités

Petite introduction : que veut-on dire par « économie-monde » ?

Le terme d'économie-monde est apparu vers la fin des années 1980 sous l'influence du sociologue américain Immanuel Wallerstein (né en 1930).

L'économie-monde doit être distinguée de la mondialisation : celle-ci est un processus d'échanges de biens et de services, processus qui s'amplifie.

La notion d'économie-monde renvoie à un type de raisonnement : il s'agit, de la part des décideurs politiques et économiques, mais aussi des milieux culturels (et de l'ensemble de la population) de ne concevoir leurs actions qu'au travers de la planète dans son ensemble et des réactions de ce monde planétaire.

Les décisions politiques et économiques, mais également environnementales sont donc désormais réfléchies à l'échelle du monde, et non plus à l'échelle nationale ou régionale : c'est par exemple le cas lors du lancement d'un produit nouveau.

1. La difficulté des comparaisons internationales

* Le problème des pouvoirs d'achat

Chaque acteur économique qui veut réfléchir à une stratégie au niveau mondial doit disposer d'éléments de comparaisons fiables. Comme chaque pays dispose de sa propre monnaie, il a fallu choisir une unité commune. Depuis 1944 (conférence de Bretton Woods) il est admis qu'il s'agit du \$ américain.

Chaque monnaie nationale doit donc être traduite en \$: cette traduction dépend du cours journalier du \$ en monnaie locale, d'où le nom de \$ courants.

Cette valeur se fixe chaque jour sur le FOREX (bourse mondiale des monnaies).

Ceci pose donc déjà un problème : le cours des monnaies locales en \$ varie chaque jour d'où des difficultés dans l'évolution des comparaisons internationales.

(source OCDE)	PIB par habitant en 2016	PIB par habitant \$ courants	Rapport de « richesse » entre les Etats-Unis et les autres
Etats-Unis	57 466 \$	57 466 \$	
Chine	53 207 yuans	1 \$ = 6.55 yuans : 8132.2 \$	X 7
Royaume-Uni	30 930 £	1 \$ = 0.7752 £ : 39 899.38 \$	+ 44%
France	31 009 €	1 \$ = 0.8414 € : 36 954.05 \$	+ 55,5%

Cette première comparaison nous donne une idée des écarts relatifs de revenus entre habitants de divers pays.

Mais elle présente un gros inconvénient : avec le même montant en \$ on ne peut pas acheter la même chose, par exemple en Chine et aux Etats-Unis.

On sait par exemple qu'avec 1 000 \$ en Chine on dispose d'un pouvoir d'achat beaucoup plus important qu'avec 1 000 \$ aux Etats-Unis.

Les organisations internationales ont donc essayé de trouver une unité monétaire qui permette d'égaliser les différents pouvoirs d'achat dans les différents pays.

En d'autres termes, on cherche une unité monétaire qui permette d'acheter les mêmes choses dans les différents pays.

Pour illustrer cela, le « Financial Times » propose l'indice « Big Mac » pour une raison simple : c'est un « produit » que l'on trouve partout dans le monde (sauf en Corée du nord).

L'idée est donc la suivante : on regarde dans chaque pays ce qu'il faut dépenser en monnaie locale pour acheter un Big Mac et on fait ensuite une équivalence avec le \$ (patrie d'origine du Big Mac)

Pays <small>(source : The Financial Times, Juillet 2017)</small>	Prix d'un Big Mac en monnaie locale (07/2017)	\$ en parité de pouvoir d'achat « Big Mac » : prix du Big Mac local/prix du Big Mac américain	Par comparaison : \$ courants (fixés sur les marchés financiers)
Etats-Unis	4.79 \$		
Danemark	33.57 couronnes	1 \$ = 7 couronnes	1 \$ = 6.24 couronnes
France	3.80 €	1 \$ = 0.7933	1 \$ = 0.84 €
Italie	3.74 €	1 \$ = 0.78 €	1 \$ = 0.84 €
Chine	18.28 yuans	1 \$ = 3.81 yuans	1 \$ = 6.60 yuans
Inde	122.85 roupies	1 \$ = 25.64 roupies	1 \$ = 65 roupies

Puisqu'en Inde on peut acheter la même chose avec 122.85 roupies qu'aux Etats-Unis avec 4.79 \$, on peut poser que 122.85 roupies = 4.79 \$, donc 1 \$ = 25.64 roupies à égalité de pouvoir d'achat.

Bien entendu les institutions internationales n'utilisent pas le Big Mac pour établir des comparaisons en « Parité de pouvoir d'achat » (PPA).

L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) a construit un « panier » qui comporte 2 500 biens et services, le même panier pour tous les pays.

Chaque année, les pays envoient à l'OCDE le coût moyen du panier en monnaie locale. L'OCDE divise ensuite ce coût par le coût du panier américain pour obtenir les fameux \$ en PPA qui servent le plus souvent de comparaison internationale.

La valeur des PPA varie donc chaque année, ce qui ne simplifie pas vraiment les comparaisons internationales.

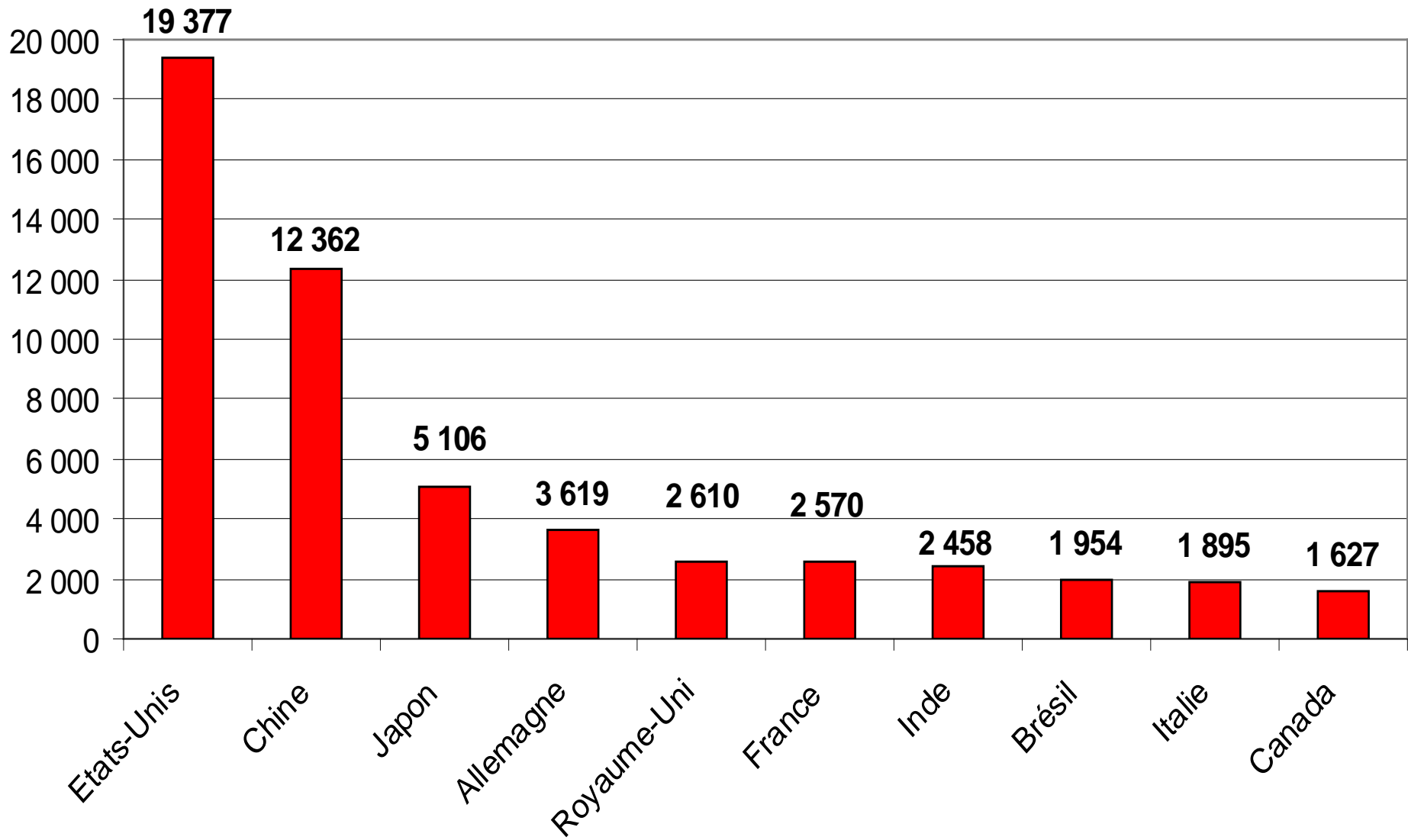
Il faut noter que dans la zone euro (qui a la même monnaie) ce principe reste valable : on raisonne en € en « standard de pouvoir d'achat » (SPA) sur la base du même panier et toujours par comparaison aux Etats-Unis.

Pays (source : OCDE)	PIB par habitant en \$ en PPA	Rapport de « richesse » entre les Etats-Unis et les autres	Rapport entre la France et la Chine
Etats-Unis	57 466 \$		
Chine	1 \$ = 3.65 yuans : 14 577.26 \$	X 3.94	
Royaume-Uni	1 \$ = 0.708144 £ : 43 677.55 \$	+ 31.57%	
France	1 \$ = 0.829111 € : 37 400 \$	+ 53.6%	X 2.56

On remarque tout de suite que les écarts de richesse se réduisent : un américain n'est plus « que » 3.94 fois plus riche qu'un chinois puisque le coût de la vie est moins élevé en Chine qu'aux Etats-Unis.

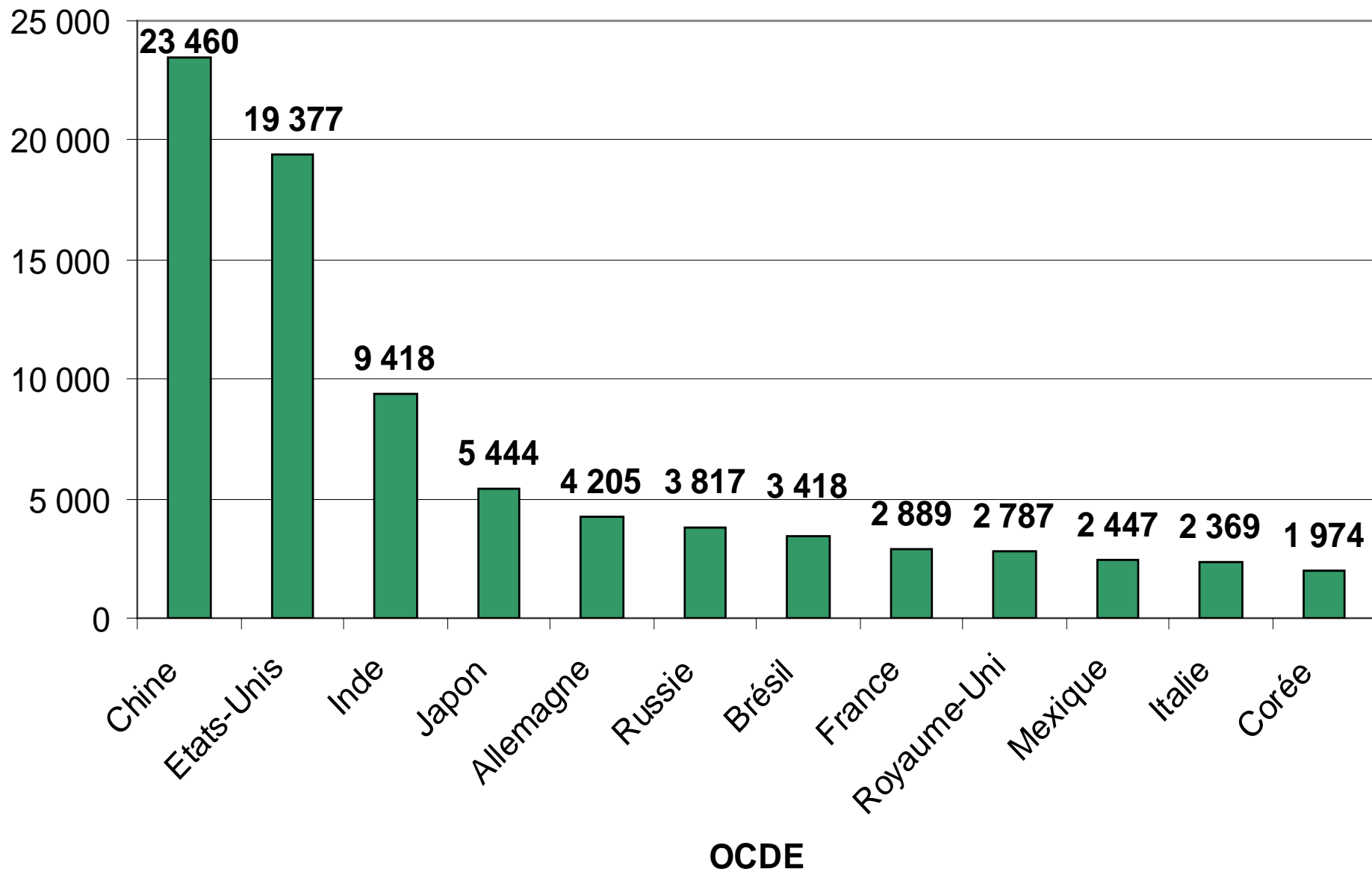
Du coup, cela peut totalement modifier la hiérarchie des puissances.

Les 10 premiers PIB en \$ courants début 2017



OCDE

Classement en \$ PPA 2017



Le principe des PPA pose néanmoins beaucoup de problèmes dans les comparaisons internationales :

- la composition du panier est discutée, et surtout l'accès à la totalité de ce panier dans les pays en développement est très limité (en particulier dans les campagnes).

- les PPA ne règlent pas le problème des disparités géographiques au sein d'un même pays (exemple de la Chine) : la notion de « prix moyen interne » a souvent peu de sens.

- mais surtout, les PPA ne sont valables qu'à la condition que chacun reste chez soi, ce qui est contradictoire avec la notion même d'économie-monde qui suppose des mouvements internationaux de marchandises et d'individus.

Imaginons l'exemple suivant : un membre de la classe moyenne chinoise décide de venir visiter la France et de consacrer à cette visite un mois de ses revenus. Un français moyen décide de visiter la Chine et d'y consacrer également un mois de ses revenus.

Voilà ce que cela donne, en se rappelant qu'en PPA le pouvoir d'achat d'un français est 2.56 fois plus élevé que celui d'un chinois.

1 chinois « moyen » en France	Dépense en yuans : $53\ 207 : 12 = 4434$ yuans	Dépense en € : $1\ € = 7.81$ yuans (14/09/2017) $4\ 434 : 7.81 = 567.33\ €$
1 français moyen en France		$31\ 009 : 12 = 2\ 584.08\ €$ soit 4.55 fois plus
1 français moyen en Chine	Dépense en euros : $2584.08\ €$	Dépense en yuans : $2\ 584.08 \times 7.81 = 20\ 181.66$ yuans soit 4.55 fois plus que le chinois moyen en Chine
1 chinois moyen en Chine		$53\ 207 : 12 = 4\ 434$ yuans

Dans les deux cas, le pouvoirs d'achat du français est 4.55 fois plus élevé que celui du chinois, quand chacun se retrouve dans le même pays, ce qui correspond d'ailleurs au rapport en \$ courants.

*** L'incertitude des PIB**

Une autre difficulté dans les comparaisons internationales résulte de l'incertitude dans la réalité des montants des PIB.

Rappelons que le PIB ne se calcule que sur la base des productions marchandes (donc destinées à être vendues) et des productions non marchandes, issues principalement des administrations publiques.

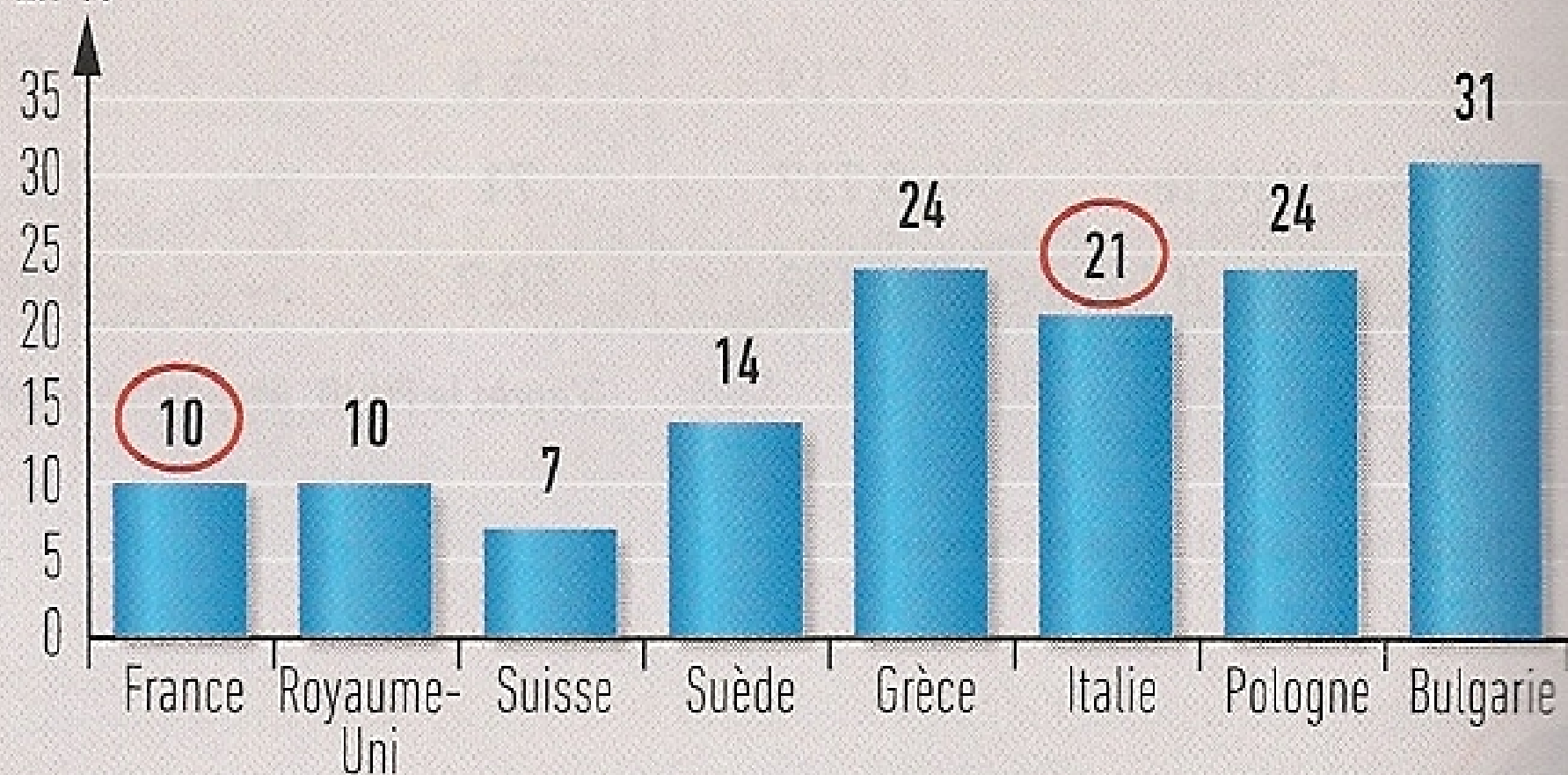
Mais par définition, le PIB parvient très mal à mesurer ce que l'on appelle l'économie souterraine, c'est-à-dire :

- la production souterraine qui n'est pas déclarée pour échapper au fisc.**
- la production informelle, réalisée dans le cercle familial ou amical, et que personne ne songe à déclarer.**

On essaie de mesurer ces productions pour les intégrer au PIB, mais c'est très aléatoire, d'où de grandes différences dans les PIB selon les méthodes de calcul.

Estimation de la part du PIB correspondant à des activités légales mais mal mesurées car non déclarées ou sous-déclarées

En %



Source : F. SCHNEIDER, « The Shadow Economy in Europe »,
www.atkearney.com, 2013.

Nous remarquons déjà que pour des pays disposant pourtant d'une comptabilité publique efficace, l'incertitude sur le niveau réel du PIB représente 10% de celui-ci (soit pour la France autour de 220 milliards €).

Dans certains pays européens nous nous approchons du quart du PIB qui est mal estimé.

Or, dans la plupart des pays en développement, la comptabilité publique est peu efficace, et surtout la production souterraine est très développée.

Les PIB de ces pays sont donc généralement très sous estimés, de même que les revenus réels des habitants de ces pays.

Cela ne remet pas en cause bien entendu la hiérarchie des puissances et des richesses, mais cela invite souvent à la relativiser : dans notre vision de l'économie-monde, nous avons un peu trop souvent tendance à ne raisonner qu'avec nos critères, parfois inopérants ailleurs.

* La fuite des revenus

Une autre difficulté dans les comparaisons internationales tient dans la différence entre revenus issus de la production déjà mal mesurés (PIB par tête) et revenus réels (notion de revenu national brut par habitant : RNB par habitant).

En effet, une partie de la production nationale est réalisée par des entreprises ou des travailleurs étrangers.

Logiquement, ils rapatrient une partie de leurs revenus (salaires, bénéfices...) vers leur pays d'origine : les revenus partent donc vers le reste du monde (RDM).

En sens inverse des entreprises nationales ou des travailleurs qui ont produit à l'étranger font revenir les revenus dans leur pays d'origine : les revenus reviennent.

Le RNB = le PIB – les revenus versés au RDM + les revenus en provenance du RDM

Pour des pays comme la France ou les Etats-Unis, l'écart n'est pas (officiellement) énorme (3 400 € par an et par personne tout de même).

Mais certains pays connaissent une fuite massive de revenus, en particulier parce qu'ils accueillent les sièges sociaux de grandes firmes multinationales, attirées par le dumping fiscal.

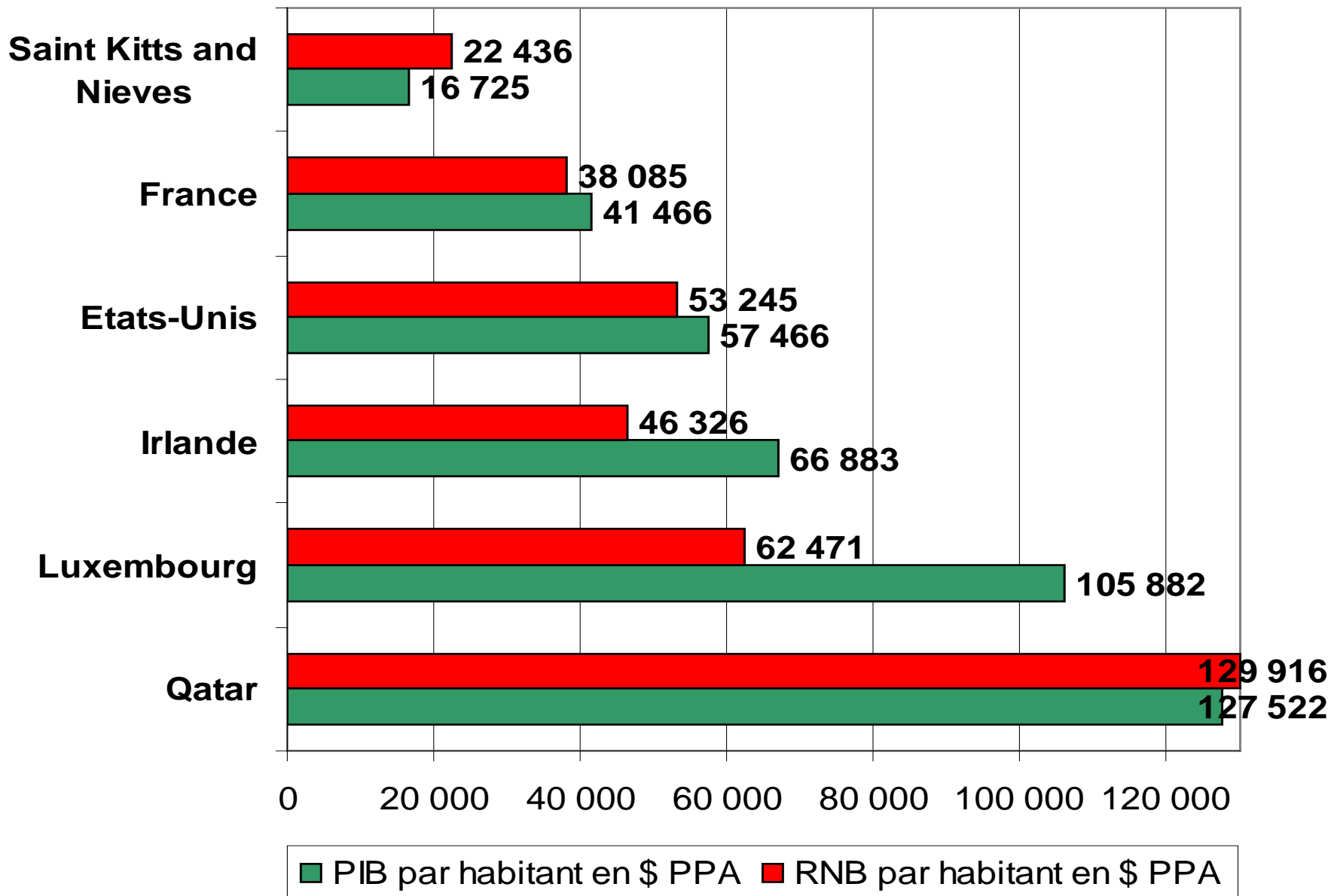
Ainsi, le revenu par tête des luxembourgeois est moitié moins élevé que leur PIB par tête (record du monde). Il en est un peu de même pour l'Irlande qui accueille « généreusement » les GAFA et qui fait « cadeau » à Apple de 15 milliards € d'impôts.

En sens inverse, les paradis fiscaux voient leur revenu national progresser nettement : ils produisent peu (PIB par tête faible) mais ils reçoivent des revenus discrets en provenance du RDM.

Bien entendu, la population de ces pays n'est guère concernée par ce mouvement.

PIB par habitant et revenu national brut (RNB) par habitant en 2016, en \$ en PPA

OCDE et PNUD



2. Des pays vraiment émergents ?

Les chiffres de l'économie-monde nous invitent parfois à relativiser nos croyances.

A partir de la fin des années 1980, une croyance collective dans le développement « inéluctable » des pays en développement, en particulier les plus importants, s'est répandue.

L'idée globalement admise était que ces pays, grâce en particulier à nos investissements, allaient nous rattraper, d'abord en matière de puissance, puis en matière de revenus.

On ne parlait alors que de pays émergents, et on a créé un acronyme pour les désigner : les BRICS.

Depuis 2009, ils se réunissent chaque année en sommet (le dernier à Pékin début Septembre) et le Mexique vient de les rejoindre pour former les BRICSAM.

Est-on pourtant vraiment sûrs qu'ils émergent ?

La réalité économique nous invite à plus de prudence :

- un seul pays parmi les BRICS (la Chine) représente 98.5% du total de leur PIB.

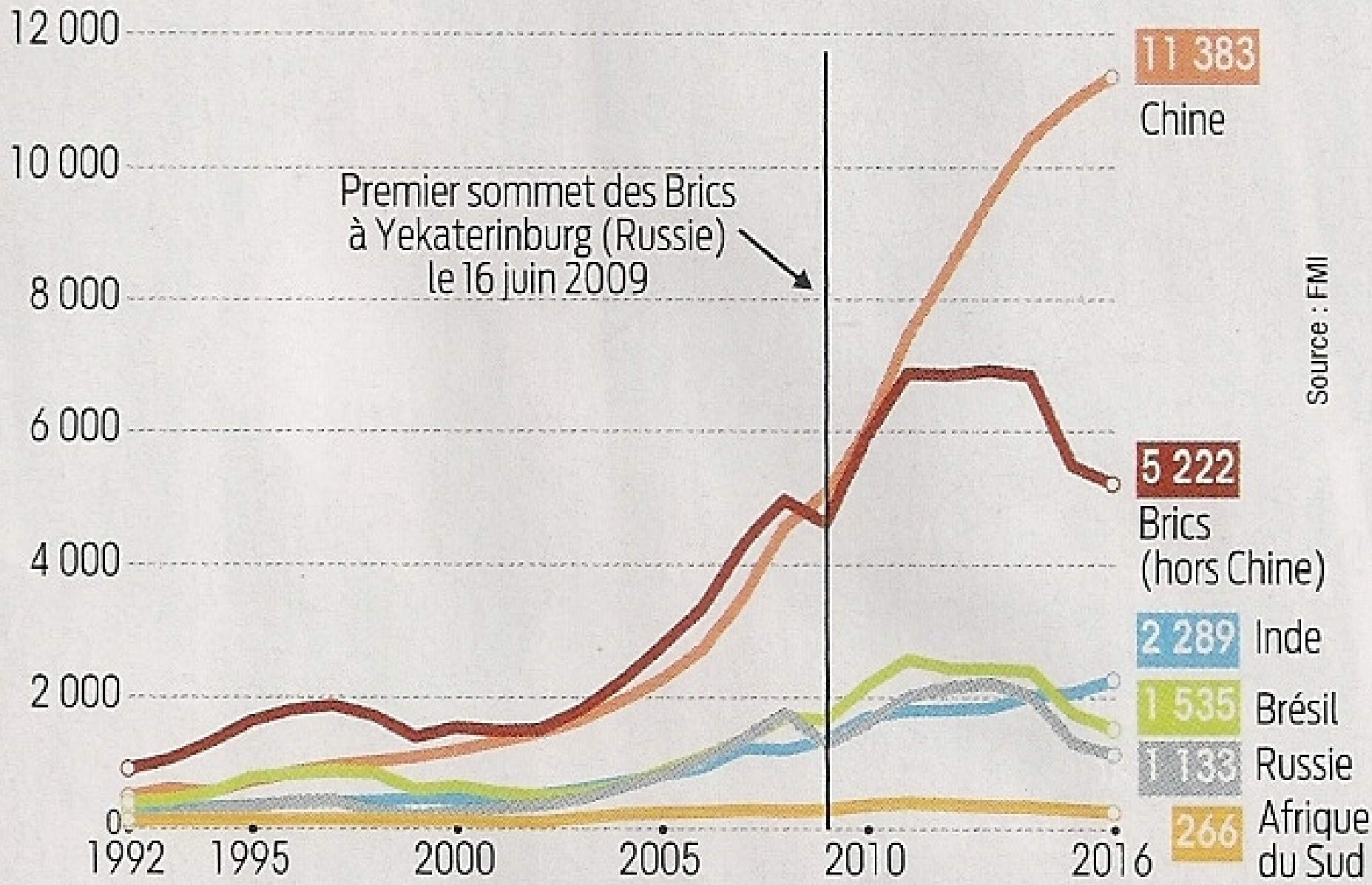
- si on enlève la Chine, les PIB réunis des autres pays ne représentent que deux fois celui de la France, alors que leur population représente 25.3 fois celle de la France.

- plus remarquable : hormis la Chine, le PIB des pays émergents augmente à un rythme annuel moyen de 4% depuis le début des années 1990 alors que celui de la France a progressé à un rythme moyen de 2.3%. L'émergence ne saute pas aux yeux !

- sur une période plus récente, que l'on espère brève pour eux, leur PIB est même en recul : à peu près 10% depuis 2012 pour la Russie et le Brésil.

Celui-ci symbolise à lui seul l'ambiguïté du terme émergent : au moment de l'attribution de la coupe du monde football 2014 et des JO 2016, on ne jurait que par son développement. Le réveil est brutal.

► PIB des Brics, en milliards de dollars courants



Pour d'autres régions du monde le constat est un peu identique : l'émergence tant promise tarde à se concrétiser.

C'est le cas de l'Afrique : tout au long du début des années 2000 la croissance économique avoisinait les 5% par an.

Dans beaucoup de pays, le PIB par habitant progressait à un rythme supérieur à 2.5% par an.

A partir de 2013 le basculement est net et assez négatif : aujourd'hui il n'y a vraiment que la partie est de l'Afrique qui continue d'émerger (plus le Ghana et le Sénégal). Pour le reste c'est une assez grande stagnation, en particulier pour l'Afrique centrale et la zone Sahel.

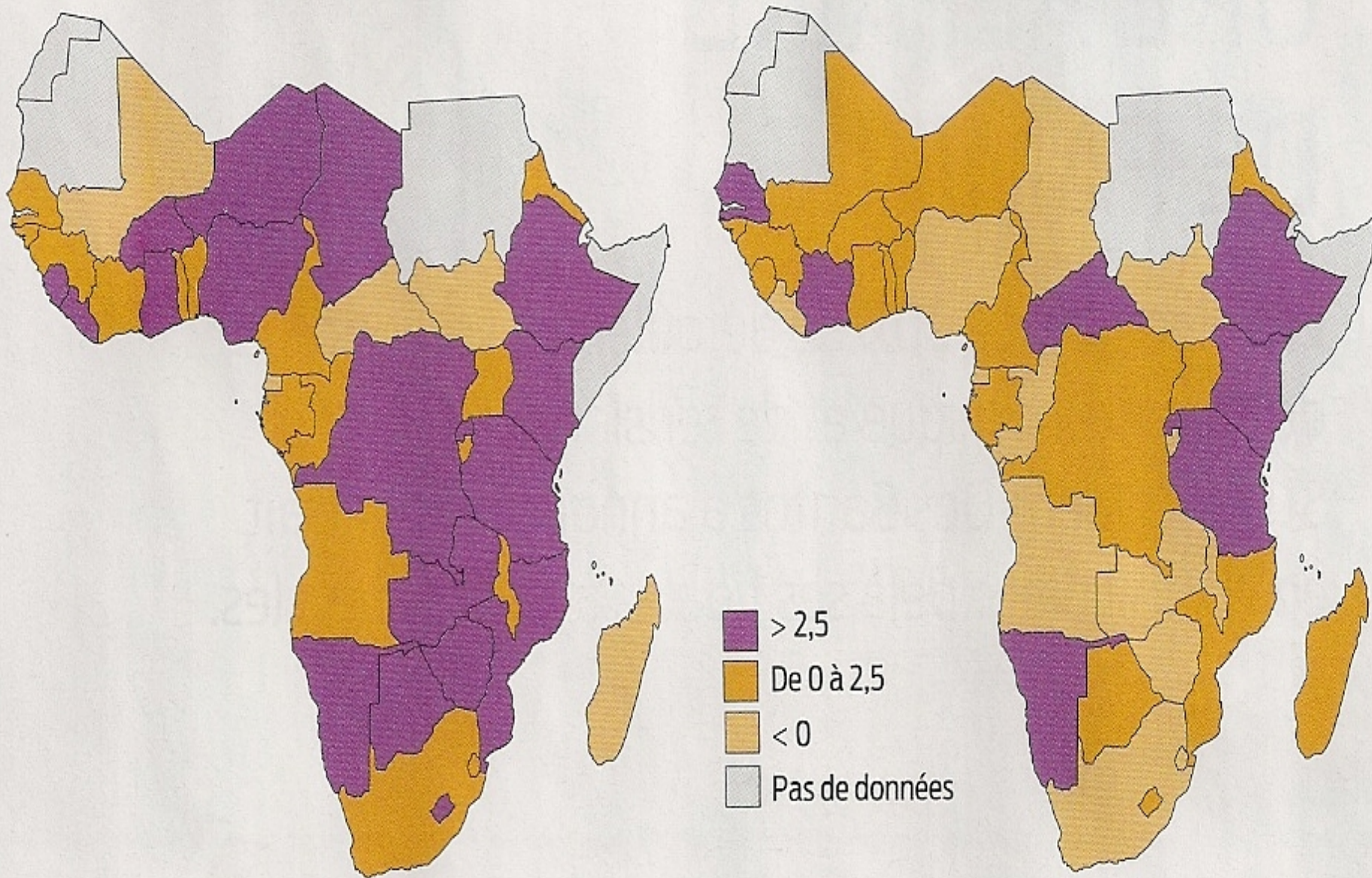
La notion d'économie-monde nous invitait à regarder les opportunités mondiales dans leur globalité : le continent africain paraissait plein de promesses.

Elles ne sont pas toutes perdues mais on a tout de même l'impression que des zones mondiales risquent de se retrouver à l'écart de ce processus.

► Croissance du PIB réel par habitant, moyenne 2010-2013 et en 2016, en %

Moyenne 2010-2013

2016



Source : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale

Les chiffres de l'économie-monde peuvent alors nous montrer un double processus :

- d'un côté, des dirigeants politiques et économiques qui réfléchissent à l'échelle mondiale, mais pour qui cette échelle se résume au fond à des zones à fort potentiel : l'Amérique du nord, une partie de l'Europe, l'Asie de l'est et du sud est (plus quelques pays un peu épars à l'image de l'Ethiopie).

- mais d'un autre côté les problèmes issus de cette situation sont bien mondiaux et obligent à penser des solutions mondiales : on pense bien entendu aux flux de migrants, aux problèmes écologiques, aux violences terroristes...

En d'autres termes, il ne semble guère possible de n'envisager qu'une petite partie de la planète comme terrain de développement économique, sans se soucier des conséquences de ce choix, y compris pour nos propres pays.

Dans l'économie-monde, on ne choisit pas toujours les enjeux.

3. Un monde d'inégalités

Un point particulier peut nous montrer les risques de ne concevoir l'économie-monde que sous un seul aspect : le développement des inégalités.

Celles-ci ne sont bien entendu pas nouvelles. Que la richesse de quelques uns côtoie la misère d'un grand nombre ne nous surprendra pas.

Mais un double phénomène est désormais à l'œuvre :

- la concentration des richesses atteint désormais un seuil jamais connu auparavant (malgré les incertitudes statistiques) déjà vues.

- les inégalités mondiales progressent, alors que l'histoire du XX^e siècle les avait vues régresser. Sans en revenir à Karl Marx, il semble bien que la concentration du capital dans des mains de moins en moins nombreuses soit à l'œuvre.

Depuis 2010 la richesse de la moitié de la population la plus pauvre aurait reculé de 800 milliards \$ courants (soit 32% de moins) alors que celle des 62 personnes les plus riches a progressé de 600 milliards \$ courants soit 66% de plus.

Par voie de conséquences, il faut de moins en moins d'individus riches pour égaler la « fortune » de la moitié la plus pauvre de la population : 338 en 2010, 62 en 2016. Bientôt une dizaine ?

L'un des avantages de l'économie-monde, néanmoins, (et nous l'étudierons dans une séance spécifique) est que les nouvelles vont vite, grâce en particulier aux moyens de communication numérique mondiaux.

Cette richesse que certains voudraient tant cacher se dévoile à tous et aide donc à la prise de conscience.

Mieux même, ces moyens aident à l'enquête. Cela rend difficile l'ignorance du phénomène et cela empêche de jouir paisiblement de sa fortune, même si elle est honnêtement acquise.

Puisque l'économie-monde nous invite à réfléchir au monde dans sa globalité, les inégalités mondiales croissantes font partie de cette économie, de la même façon qu'au cours du XIX^e et XX^e siècle les inégalités nationales faisaient partie de l'économie nationale.

Le constat et la prise de conscience qui en avait résulté avaient aidé à mener des politiques plus égalitaires sur le plan national. En sera-t-il de même sur le plan mondial ?